

La société civile veut du changement...

Selon 2030.lu, le pays est mûr pour le changement

Reste à savoir si c'est bien la société civile qui réclame les dits changements ou bien si l'on est en présence d'un relais d'opinion de la Chambre de commerce.

L'initiative citoyenne «2030.lu-Ambition pour le futur», soutenue et structurée par la Chambre de commerce, s'implique dans la campagne. Logique.

Sa création était née de la volonté de la Chambre de commerce d'offrir au grand public un espace de débat et d'échange sur les grands défis socio-économiques à relever afin de conserver au pays son rang, son attractivité et de préserver sa cohésion sociale.

Ce qui d'emblée pose une limite: même si elle s'en défend, la Chambre de commerce a un effet structurant sur le débat. Cela se

constate dans les résultats du sondage lancé en juin dernier, qui, selon 2030.lu tourne à un «*plébiscite en faveur du changement*».

En effet, 94,8% des interrogés estiment que «*des changements s'imposent afin de préserver la qualité de vie et de préparer le pays face aux défis actuels*».

Et 78% d'entre eux estiment que le maintien de la qualité de vie au Luxembourg ne pourra se faire sans sacrifices.

Pour 2030.lu, «*le Luxembourg serait donc mûr pour le changement et la société prête à aller de l'avant et à entamer les réformes qui s'imposent*».

Des réformes – ou du moins les pistes à suivre pour réformer – qui se retrouvent dans un document envoyé fin juillet aux différents partis politiques pour inspirer leurs programmes économiques. Document que l'on peut consulter sur le site www.2030.lu.

Des pistes qui rappellent les sillons tracés avec constance par la Chambre de commerce en matière de croissance inclusive et

durable, de résorption des déficits publics, d'évolution des systèmes de retraite, de logement, d'intégration des frontaliers dans la vie publique ou d'éducation.

Le sondage publié semble donner une légitimité, une onction démocratique à ces prises de positions.

Et il devrait borner le débat que 2030.lu va organiser le 30 septembre prochain entre les quatre grands partis de gouvernement, le CSV, le LSAP, le DP et Déi Gréng autour de trois thèmes majeurs: l'orientation de l'économie, le vivre ensemble, et l'empreinte écologique.

Réformes en forme

94,8% des sondés estiment donc que des changements sont nécessaires pour le pays.

Des changements qui devront être «profonds» en matière d'orientation de l'économie, de gestion des finances publiques, de productivité, d'éducation, d'accessibilité au logement et de promotion de l'entrepreneu-

riat. La dimension du vivre ensemble des différentes cultures est en retrait par rapport à l'ampleur du changement revendiqué dans les autres domaines. C'est en fait dans les dimensions économiques que la plus grande profondeur de changement est souhaitée.

Reste à savoir à quelle échéance ces changements et sacrifices doivent se produire. 47% des sondés estiment que les changements doivent intervenir très rapidement et 47 autres pour cent estiment que seule une action «à terme» s'impose.

Thématique qui devra interpeller les politiques, seuls 9% des sondés estiment que ces derniers ont compris l'ampleur des défis actuels et à venir et que leurs réponses sont appropriées. 81% pensent qu'ils sont à côté de la plaque sur la question.

Pour 2030.lu, la leçon à retenir du sondage est donc que le pays est mûr pour les réformes. Il ne reste plus aux politiques qu'à se les approprier.

MARC FASSONE